

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger	Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
	Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## MESSAGE DU MINISTRE DES COLONIES

### RADIOTÉLÉGRAMME OFFICIEL

Vichy, le 16 Juillet 1940

GOUVERNEUR LOMÉ

C 13 R — Je me suis fait présenter les messages qui à la suite des revers du pays sont parvenus de tous les territoires d'outre-mer stop. Je les ai lus avec la plus vive émotion stop. Dans une touchante unanimité ils expriment l'attachement plus étroit que jamais des populations coloniales et leur inaltérable reconnaissance des bienfaits de la Mère-Patrie stop. Ils sont un réconfort précieux pour le Gouvernement de la France stop. En vous en remerciant je fais appel à la discipline, au travail, à la solidarité et à la confiance de tous.

LEMERY

## ACTES CONSTITUTIONNELS

### relatifs aux pouvoirs du Chef de l'Etat Français

#### ACTE CONSTITUTIONNEL NUMÉRO UN

Nous Philippe PETAIN, Maréchal de France, vu la loi constitutionnelle du dix juillet 1940, déclarons assumer les fonctions de Chef de l'Etat français. En conséquence, nous décrétons que l'article deux de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 est abrogé stop.

#### ACTE CONSTITUTIONNEL NUMÉRO DEUX

Nous Philippe PETAIN, Maréchal de France, Chef de l'Etat français, vu la loi constitutionnelle du dix juillet 1940 ;

## Décrétons :

ARTICLE PREMIER — 1° : Le Chef de l'Etat français a la plénitude du pouvoir gouvernemental ; il nomme et révoque les ministres et les secrétaires d'Etat qui ne sont responsables que devant lui ;

2° : Il exerce le pouvoir législatif en conseil des ministres, *primo* jusqu'à la formation des nouvelles assemblées, *secundo* après cette formation en cas de tension extérieure ou de crise intérieure grave sur sa seule décision et dans la même forme, dans les mêmes circonstances, peut édicter toutes dispositions d'ordre budgétaire et fiscal ;

3° : Il promulgue les lois et assure leur exécution ;

4° : Il nomme à tous les emplois civils et militaires pour lesquels la loi n'a pas prévu un autre mode de désignation ;

5° : Il dispose de la force armée ;

6° : Il a le droit de grâce et d'amnistie ;

7° : Les envoyés et ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui. Il négocie et ratifie les traités ;

8° : Il peut déclarer l'état de siège dans une ou plusieurs portions du territoire ;

9° : Il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des assemblées législatives.

ARTICLE 2 : Sont abrogées toutes les dispositions des lois constitutionnelles des 24 février, 25 février et 16 juillet 1875 incompatibles avec le présent acte.

Fait à Vichy, le onze juillet 1940.

Philippe PETAIN

**Haut-Commissariat de l'Afrique Française**

Dakar, le 23 Juillet 1940

HAUT-COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
A COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE LOMÉ

N° C. 229. — Arrivé Dakar le 23 courant ai  
promulgué même jour par arrêté N° 1501 décret  
dont citation :

Vichy, le 25 Juin 1940

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Haut-  
Commissariat de l'Afrique française ayant auto-  
rité pleine et entière sur l'A. O. F. et l'A. E. F.,  
Territoires sous mandat français du Cameroun  
et du Togo.

ART. 2. — M. BOISSON, Gouverneur Général  
de l'A. E. F. est nommé Haut-Commissaire de  
l'Afrique française.

ART. 3. — Le Maréchal de France, Président  
du Conseil, le Ministre des Affaires étrangères  
et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun  
en ce qui le concerne, de l'exécution du présent  
décret. Signé : LEBRUN — fin citation.

BOISSON

**SOMMAIRE****PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

1940

- 16 juillet — Loi relative à la formule exécutoire  
des actes susceptibles d'exécution  
forcée. (*Arrêté de promulgation  
n° 352 du 21 juillet 1940, suivi de  
l'arrêté n° 353 de la même date  
soumettant à la procédure d'urgen-  
ce la publication de l'arrêté n° 352  
précité*) . . . . . 386

**ACTES DU POUVOIR LOCAL**

1940

- 8 juin — N° 304 — Arrêté portant modifica-  
tions au tableau de la marche des  
trains . . . . . 387
- 8 juin — N° 305 — Arrêté modifiant certains  
tarifs du chemin de fer du Togo. . . . . 387
- 8 juin — N° 306 — Arrêté modifiant certains  
tarifs du wharf de Lomé . . . . . 390
- 8 juin — N° 307 — Arrêté modifiant les tarifs  
du chemin de fer du Togo. . . . . 390
- 12 juillet — N° 340 — Arrêté abrogeant l'arrêté  
n° 616 du 15 novembre 1939 rela-  
tif au régime provisoire de la con-  
sommation du pétrole, (*suivi de*

*l'arrêté n° 629 D. N. du 2 sep-  
tembre 1939 sur le régime de  
conservation, utilisation, cession et  
transport des combustibles liquides  
et huiles de graissage pour mo-  
teurs en cas de mobilisation*). . . . . 391

- 15 juillet — N° 343 — Arrêté modifiant la  
composition de la commission con-  
sultative du ravitaillement. . . . . 392
- 16 juillet — N° 345 — Arrêté ordonnant la dé-  
claration obligatoire des stocks de  
matières, objets, produits et den-  
rées de toute nature se trouvant  
sur le territoire du Togo. . . . . 392
- 16 juillet — N° 346 — Arrêté soumettant à la  
procédure d'urgence la publication  
de l'arrêté n° 345 du 16 juillet  
1940 ordonnant la déclaration obli-  
gatoire des stocks de matières,  
objets, produits et denrées de  
toute nature se trouvant sur le ter-  
ritoire du Togo. . . . . 393
- 17 juillet — N° 348 — Arrêté modifiant l'ar-  
ticle 3 de l'arrêté n° 682 du 14  
décembre 1938 instituant une com-  
mission chargée d'examiner les de-  
mandes de réintégration formulées  
par les fonctionnaires et agents  
révoqués ou licenciés des cadres  
locaux du Togo par mesure disci-  
plinaire. . . . . 393
- Divers . . . . . 394

**PARTIE NON OFFICIELLE***Avis et communications*

- Domaines . . . . . 395
- Nécrologie . . . . . 395
- Avis de perte de titres fonciers . . . . . 395
- Bulletin météorologique . . . . . 396

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Actes susceptibles d'exécution forcée**

ARRETE N° 352 promulguant au Togo la loi du  
16 juillet 1940 relative à la formule exécutoire des  
actes susceptibles d'exécution forcée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction  
des dépenses administratives du Togo, modifié par celui  
du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulga-  
tion et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940;

Vu la loi du 16 juillet 1940;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 18 R. du 19 juillet  
1940 du ministre des colonies;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 16 juillet 1940 relative à la formule exécutoire des actes susceptibles d'exécution forcée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice ainsi que les grosses et expéditions des contrats et tous autres actes susceptibles d'exécution forcée seront intitulées ainsi qu'il suit : République française, au nom du peuple français et terminées par la formule suivante : en conséquence, le Maréchal de France, Chef de l'Etat français, ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre le dit arrêt (ou le dit jugement etc.) à exécution aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis, en foi de quoi le présent arrêt (ou jugement etc.) a été signé.

ART. 2. — Les porteurs des grosses et expéditions d'actes revêtus de la formule prescrite par le décret du 2 septembre 1871 pourront les faire mettre à exécution sans faire ajouter la formule ci-dessus indiquée.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi d'Etat.

Fait à Vichy, le 16 juillet 1940.

Philippe PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat français :

Le garde des sceaux,  
ministre, secrétaire d'Etat à la justice,  
Raphaël ALIBERT.

ARRETE N° 353 soumettant à la procédure d'urgence la publication de l'arrêté n° 352 du 21 juillet 1940 promulguant au Togo la loi du 16 juillet 1940 relative à la formule exécutoire des actes susceptibles d'exécution forcée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 352 du 21 juillet 1940 promulguant au Togo la loi du 16 juillet 1940 relative à la formule exécutoire des actes susceptibles d'exécution forcée;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté susvisé du 21 juillet 1940 sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 21 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

C. F. T.

## Marche des Trains

ARRETE N° 304 portant modifications au tableau de la marche des trains.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 703 du 15 décembre 1938 approuvant le tableau de la marche des trains actuellement en vigueur;

Vu le télégramme-lettre avion n° 1607 S. T. du 26 décembre 1938 de Monsieur le Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République, approuvant l'arrêté susvisé;

Vu l'arrêté n° 3 du 6 janvier 1939 fixant la date de mise en application des horaires actuels;

Vu le rapport en conseil économique du réseau;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 juin 1940;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications au tableau de la marche des trains sur le chemin de fer du Togo, jointes au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1940 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

## Tarifs

ARRETE N° 305 modifiant certains tarifs du Chemin de fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du wharf de Lomé et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu la lettre ministérielle n° 3537 du 26 septembre 1938 homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo modifiés au 1<sup>er</sup> janvier 1938;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939, portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 7 S. T. du 3 octobre 1938, du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu les arrêtés n°s 491 du 25 août 1938 et 406 du 27 juillet 1939, modifiant certains tarifs du chemin de fer du Togo;

Vu les avis formulés par les membres en conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo dans sa séance du 4 juin 1940;

Sur la proposition de M. l'ingénieur, directeur du réseau des chemins de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 juin 1940;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est complété comme suit : « Tout voyageur âgé de plus de 7 ans, trouvé porteur d'un billet demi-place, sera considéré comme sans billet, et il lui sera fait application des dispositions de l'article 8 ci-après ».

ART. 2. — Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié de la façon suivante : « Si le voyageur est en provenance d'une gare gérée, la somme ainsi calculée est majorée d'une surtaxe de 100%. Cette surtaxe ne peut, en aucun cas, être inférieure à quatre francs ».

ART. 3. — Les barèmes des prix des billets aller et retour fixés à l'article 43 des tarifs sont modifiés comme suit :

« 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	0,875	} par voyageur et par kilomètre du trajet simple ».
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	0,61	
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	0,26	

ART. 4. — Le barème des prix des billets aller et retour pour les trains de marché et d'excursion fixé à l'article 55 des tarifs, ainsi que les conditions d'application du tarif spécial G. V. N° 6 sont modifiés de la façon suivante :

« Aller et retour, par kilomètre de trajet simple 0,21 ».

Conditions d'application. — 1<sup>o</sup>) — Les billets d'aller et retour délivrés aux conditions du présent tarif spécial ne seront valables quel que soit le trajet, que pendant la journée de leur délivrance. 2<sup>o</sup>) — L'accès des trains réguliers est interdit aux voyageurs munis de billets délivrés aux conditions du présent tarif. Tout voyageur trouvé dans un train régulier avec un billet à tarif réduit, devra solder la différence entre le prix d'un billet plein tarif et celui du tarif réduit, majorée de 50% sans que la surtaxe en résultant puisse être inférieure à 2 francs.

ART. 5. — L'article 11 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié comme suit : « Les excédents de bagages sont taxés sans distinction au prix de 3 francs par tonne et par kilomètre avec minimum de perception de 2 francs, quels que soient la distance et le poids ».

ART. 6. — L'article 19 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié comme suit : « Les articles de messageries à Grande Vitesse sont taxés sans distinction de nature en tant qu'ils

ne contiennent pas de finances, valeurs ou objets d'art, pour lesquels il existe un tarif ad valorem d'après les bases suivantes :

3 francs par tonne et par kilomètre ».

ART. 7. — L'article 27 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié comme suit :

« Enregistrement. — Il est perçu pour l'enregistrement des bagages et des articles de messageries, finances, valeurs, objets d'art et chiens un droit fixe déterminé ci-après :

a) *Bagages*. — 1,50 par expédition pour les distances inférieures ou égales à 150 kilomètres;

2,00 par expédition pour les distances supérieures à 150 kilomètres.

Sur les bagages comprenant un ou des véhicules tels que bicyclettes, motocyclettes, voitures d'enfant, il sera perçu un droit d'enregistrement de :

3,50 par expédition pour les distances inférieures ou égales à 150 kilomètres;

4,00 par expédition pour les distances supérieures à 150 kilomètres.

b) *Messageries, finances, valeurs, objets d'art et chiens*. — 1,50 par expédition ».

ART. 8. — Les barèmes des tarifs généraux pour le transport des marchandises en Petite Vitesse, fixés par l'article 77 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sont modifiés comme suit :

PARCOURS	1 <sup>re</sup> catég.	2 <sup>e</sup> catég.	3 <sup>e</sup> catég.	4 <sup>e</sup> catég.
	f.	f.	f.	f.
Par kilomètre jusqu'à 60 kms.	1,80	1,31	1,23	1,09
Pour chaque km. 60 jusqu'à 120 kms.	1,55	1,05	0,89	0,71
au-dessus de : 120 kms.	1,24	0,79	0,41	0,29

ART. 9. — Les taxes de manutention et de frais de gare prévues aux articles 85 et 149 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sont modifiées de la façon suivante :

« Art. 85. — Il est perçu pour la manutention des marchandises du tarif général de toute nature, 6,90 par tonne. Ce droit se décompose ainsi :

1 <sup>o</sup> — Frais de chargement au départ . . . . .	1,90
2 <sup>o</sup> — Frais de déchargement à l'arrivée . . . . .	1,90
3 <sup>o</sup> — Frais de gare au départ . . . . .	1,55
4 <sup>o</sup> — Frais de gare à l'arrivée . . . . .	1,55

Art. 149. — Seuls des frais de gare fixés à 1,40 par tonne au départ et à l'arrivée sont appliqués, soit un total de 2,80 par tonne ».

ART. 10. — Les modalités de décompte des taxes prévues aux articles 27 et 86 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises pour le « Magasinage » des marchandises sont modifiées comme suit :

« Art. 27. — 0,75 par jour et par fraction indivisible de 100 kgs. avec minimum de perception de 2 francs;

Art. 86. — 0,50 par jour et par fraction indivisible de 100 kgs. avec minimum de perception de 1 franc ».

ART. 11. — Le barème du tarif spécial P. V. N° 1 bis (location de wagons pour le transport des marchandises) prévu à l'article 133 bis des tarifs pour le

transport des voyageurs et des marchandises est modifié comme suit :

PAR WAGON ET PAR KILOMÈTRE	Prix de base de 0 à 300 kms.	Prix de base au-delà de 300 kms.
Wagon couvert de 10 T. de capacité . . . . .	f 5,40	f 4,20
Wagon couvert de 7 T. de capacité . . . . .	3,78	2,94
Wagon tombereau de 10 T. de capacité . . . . .	3,60	2,76
Wagon tombereau de 7 T. de capacité . . . . .	2,52	1,93

Le reste sans changement.

ART. 12. — Les barèmes O, P et Q applicables aux divers tarifs spéciaux prévus aux articles 135, 136, 137, 140, 141, 142, 143 et 146 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sont modifiés comme suit :

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE :	Barème O	Barème P	Barème Q
de 0 à 60 kilomètres . . . . .	0,77	0,48	0,43
de 61 à 120 kilomètres . . . . .	0,49	0,32	0,30
au-dessus de 120 kilomètres . . . . .	0,17	0,18	0,16

Les transports de latérite pour l'administration article 141 des tarifs, à destination d'une gare quelconque de la ligne d'Anécho ou à destination de Lomé, seront taxés au prix de 0,35 par tonne et par kilomètre.

Le prix ferme pour le transport de terre de barre prévu à l'article 141 bis des tarifs, tarif spécial P. V. 9 bis, est porté à 1 franc par tonne (le reste sans changement).

ART. 13. — Les modifications ci-après sont apportées au tarif spécial P. V. No 6 (article 138 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises) :

- a) Le cacao de toute provenance sera taxé d'après le barème L;
- b) Le piment de toute provenance sera taxé d'après le barème H;
- c) Le barème S est fixé à 0,34 la tonne kilométrique (base constante) ».

ART. 14. — Le barème prévu à l'article 138 bis des tarifs pour le transport des produits vivriers (tarif spécial P. V. 6 bis) est modifié de la façon suivante :

DISTANCES	Prix par Expédition d'au moins 100 Kgs. ou payant pour ce poids	Prix par Expédition d'au moins 1000 Kgs. ou payant pour ce poids	Prix par Expédition d'au moins 7000 Kgs. ou payant pour ce poids
de 0 à 60 Klm.	0,70	0,65	0,55
de 61 à 120 Klm.	0,62	0,58	0,40
de 121 à 200 Klm.	0,50	0,42	0,26
au-dessus de 200 Klm.	0,40	0,32	0,15

Sont rapportées les dispositions accordant un prix ferme pour les transports du maïs et du tapioca d'Anécho à Lomé et du maïs de Tsévié à Lomé.

Les prix fermes prévus à l'article 138 ter des tarifs pour le transport des produits vivriers pour certaines relations sont majorés uniformément de 1 franc par billet.

ART. 15. — Le barème applicable au transport de sel par wagon complet prévu à l'article 139 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est modifié de la façon suivante :

Tarif spécial P. V. No 7 — Sel par wagon complet

PARCOURS	BARÈME
de 0 à 60 Kilomètres . . . . .	0,92
Pour chaque Klm. de 61 à 120 Klm.	0,63
Au-dessus de 120 Kilomètres . . . . .	0,29

ART. 16. — Les modifications suivantes sont apportées à l'article 144 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises (tarif spécial P. V. No 12) :

a) Le coprah de toute provenance sera taxé d'après le barème R;

b) Le prix ferme fixé par l'arrêté no 107 du 16 février 1934 pour le transport du ricin de toutes gares du réseau à Lomé est porté à 35 francs par tonne, non compris les frais accessoires ».

ART. 17. — Le barème applicable aux transports d'huile de palme (tarif spécial provisoire no 12 bis, article 144 bis pour le transport des voyageurs et des marchandises) est modifié comme suit :

« Huile de palme par wagon complet

De 0 à 60 kilomètres 0,75 }  
De 61 à 120 kilomètres 0,52 } par tonne et par  
Au-dessus de 120 klm. 0,25 } kilomètre ».

ART. 18. — Le barème applicable aux transports d'amendes de palme (palmistes) tarif spécial provisoire no 12 ter, article 144 ter pour le transport des voyageurs et des marchandises) est modifié comme suit :

« Palmistes par wagon complet

De 0 à 60 kilomètres 0,65 }  
De 61 à 120 kilomètres 0,50 } par tonne et par  
Au-dessus de 120 klm. 0,20 } kilomètre ».

ART. 19. — Les barèmes applicables à l'article 145 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sont modifiés de la façon suivante :

Tarif spécial P. V. No 13 — (Tissus et textiles)

PARCOURS	Barème S	Barème T	Barème I	Barème J
Par kilomètre jusqu'à 60 klm. . . . .	0,34	0,56	0,80	0,46
Pour chaque { 61 jusqu'à 120 kl.	0,34	0,56	0,80	0,46
kilomètre {				
Au-dessus de { 120 kilomètres . . . . .	0,34	0,44	0,69	0,44

Le reste sans changement.

ART. 20. — Les barèmes prévus à l'article 147 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises (tarif spécial P. V. No 15 — emballages

vides et emballages vides en retour) sont modifiés de la façon suivante :

### CHAPITRE PREMIER — Emballages vides

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE :	Barème appli- cable par expédition de 50 kilos ou payant pour ce poids	Barème appli- cable par expédition par wagon complet
De 0 à 60 kilomètres . . . . .	0,58	0,46
De 61 à 120 kilomètres . . . . .	0,46	0,40
Au-dessus de 120 kilomètres . . . . .	0,40	0,29

### CHAPITRE II — Emballages vides en retour

PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE :	Barèmes applicables par expédition de 50 kgs. ou payant pour ce poids	
	Montés	Démontés, re- plés ou emboi- tés les uns dans les autres et les sacs vides.
De 0 à 60 kilomètres . . . . .	0,20	0,13
De 61 à 120 kilomètres . . . . .	0,13	0,13
Au-dessus de 120 kilomètres . . . . .	0,10	0,07

ART. 21. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 juillet 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

### ARRETE N° 306 modifiant certains tarifs du wharf de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du wharf de Lomé et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 7 S. T. du 3 octobre 1938, du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 407 du 27 juillet 1939, modifiant certains tarifs du wharf de Lomé;

Vu les avis formulés par les membres en conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo dans sa séance du 4 juin 1940;

Sur la proposition de M. l'ingénieur, directeur du réseau des chemins de fer et du wharf du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 juin 1940;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 22 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé est modifié comme suit :

« *Importation.* — Les marchandises ou produits d'importation sont taxés d'après la base suivante :  
Par 100 kgs. . . . . 10 frs. »

ART. 2. — L'article 23 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé est modifié comme suit :

« *Exportation.* — Les marchandises ou produits d'exportation sont taxés d'après la base suivante :  
Par 100 kgs. . . . . 6 frs. »

ART. 3. — L'article 33 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf de Lomé est modifié comme suit :

« a) sans changement,  
b) sans changement,  
c) graines de coton, de kapok, de ricin, noix de coco la tonne . . . . . 30 frs.  
d) arachides, maïs . . . la tonne . . . . . 35 —  
e) cacao, amandes de palme, amandes de karité . . . la tonne . . . . . 40 —  
f) coprah, tapioca, huile de palme et de palmistes, huile de karité . . . la tonne . . . 50 — »

ART. 4. — L'article 24 du règlement d'exploitation et tarifs du wharf est rapporté.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 juillet 1940 pour les tarifs *importation* et 1<sup>er</sup> octobre 1940 pour les tarifs *exportation*, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

### ARRETE N° 307 modifiant les tarifs du chemin de fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu la lettre ministérielle n° 3537 du 26 septembre 1938 homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo modifiés au 1<sup>er</sup> janvier 1938;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939, portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 7 S. T. du 3 octobre 1939, du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition de M. l'ingénieur, directeur du réseau du chemin de fer du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 8 juin 1940;



## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction actuelle de l'article 9 des tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises est complétée comme suit :

« Des emplacements spéciaux aménagés pour la vente des denrées alimentaires dans la cour extérieure de la gare de Lomé G. V. peuvent être loués au revendeurs et revendeuses au tarif de 0.35 par période de la journée (matin ou soir).

Le stationnement des revendeurs et revendeuses dans les emplacements extérieurs autres que les abris, est formellement interdit ».

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 15 juillet 1940 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par radiotélégramme officiel n° 119 du 10 juillet 1940 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

## Carburants — Lubrifiants

ARRETE N° 340 abrogeant l'arrêté n° 616 du 15 novembre 1939 relatif au régime provisoire de la consommation du pétrole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté n° 629 du 2 septembre 1939 sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation, modifié par l'arrêté n° 571 du 2 novembre 1939;

Vu l'arrêté n° 616 du 15 novembre 1939 suspendant provisoirement en ce qui concerne le pétrole les effets de l'arrêté n° 629 du 2 septembre 1939 sur le régime de conservation, utilisation, cession et transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation;

Vu la situation actuelle des stocks et l'absence temporaire de moyens de ravitaillement;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 616 du 15 novembre 1939 suspendant provisoirement en ce qui concerne le pétrole les effets de l'arrêté n° 629/D. N. du 2 septembre 1939 sur le régime de conservation, utilisation, cession et transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 629/D. N. sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs en cas de mobilisation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 19 novembre 1935 fixant les conditions de réglementation des réquisitions militaires aux colonies;

Vu les arrêtés locaux du 27 août et 2 septembre 1939, pris en application du décret susvisé;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout détenteur de combustibles liquides ou huiles de graissage pour moteurs, en quantités supérieures à vingt litres pour les combustibles liquides et à dix litres pour les huiles de graissage, est tenu d'en faire la déclaration aux bureaux du cercle ou de la subdivision dès la promulgation du présent arrêté, et au plus tard le 4 septembre 1939 à 12 heures.

Des déclarations analogues seront faites désormais par les mêmes personnes, le vingt de chaque mois.

ART. 2. — A compter de la notification au public du présent arrêté, la détention, la cession, l'utilisation et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs sont soumis aux restrictions et réglementations indiquées aux articles ci-après.

ART. 3. — L'embargo est mis pour le compte du territoire sur tous les stocks de combustibles liquides et huiles de graissage détenus à un titre quelconque par des entreprises ou établissements privés ou des particuliers. Les détenteurs sont considérés comme entrepositaires pour le compte de l'autorité administrative et sont responsables vis-à-vis d'elle des produits déposés chez eux.

ART. 4. — La cession à des particuliers des combustibles liquides et des huiles de graissage pour moteurs est subordonnée à la présentation par l'acheteur d'un bon d'achat signé par le commandant de cercle ou chef de subdivision. Ce bon est conservé par le vendeur comme pièce comptable lui servant de décharge vis-à-vis de l'autorité administrative. Il joint ces bons à l'appui des états mensuels de stocks qu'il fournit à l'administration.

Tout débitant est tenu de délivrer, aux prix fixés à la mercuriale établie par le chef du territoire, les quantités de produits portées sur les bons régulièrement établis.

ART. 5. — Toute personne pouvant faire état de motifs impérieux d'effectuer un déplacement, sans qu'il lui soit possible d'emprunter un service de transport ouvert au public, recevra de l'autorité administrative locale (commandant de cercle ou chef de subdivision) :

1<sup>o</sup> — une autorisation d'effectuer en voiture particulière un trajet déterminé : pièce à remettre en fin de parcours à l'autorité administrative locale;

2<sup>o</sup> — un ou plusieurs bons d'achat pour une quantité totale de combustibles liquides et huiles de graissage correspondant à la consommation que nécessite le trajet à accomplir.

ART. 6. — Les personnes ci-après désignées peuvent recevoir du commandant de cercle sur leur demande, une autorisation permanente leur donnant droit à l'obtention des bons d'achat délivrés par l'autorité administrative locale. Ce sont :

a) Les particuliers ou les entreprises dont les véhicules sont exemptés de réquisition par décision du gouverneur;

b) Les particuliers ou les entreprises possédant un moteur, ou un appareil, ménager, d'éclairage ou de chauffage, dont l'emploi leur est habituel et reconnu indispensable et dont le fonctionnement nécessite l'un quelconque des produits visés par le présent arrêté;

c) Les commerçants débitant les hydrocarbures au détail pour des besoins minimes (essence pour briquets, ou pour le détachage des tissus par des particuliers, pétrole pour nettoyage des moteurs);

d) Les commerçants spécialisés dans le détachage des tissus.

Ces dernières catégories de commerçants ne pourront recevoir des bons d'achat pour les quantités supérieures à deux caisses à la fois.

L'autorité administrative locale qui délivre un bon d'achat en porte la mention sur le verso de la carte de l'intéressé. En cas de consommation apparemment exagérée, ils pourront être soumis, par l'autorité administrative supérieure, à une enquête, et, le cas échéant, à un rationnement d'office contre lequel ils n'auront aucun recours.

ART. 7. — Le transport de combustibles liquides et huiles de graissage (à l'exception de ce qu'en contiennent dans la limite des quantités autorisées, les réservoirs et carters des véhicules en circulation), doit faire l'objet d'une autorisation ou d'un ordre de transport délivré par l'autorité administrative locale.

ART. 8. — Les cartes permanentes, autorisations de circulation, et permis ou ordre de transport, sont strictement personnels, ils doivent être présentés à toute réquisition, des agents de l'administration ou de la force publique : ceux-ci pourront toujours non seulement faire arrêter les véhicules mais procéder à toutes opérations utiles pour vérifier que les produits transportés sont en concordance avec les indications portées sur les papiers susceptibles d'être produits pour justifier leur quantité ou leur nature.

ART. 9. — Toute personne ayant commis ou favorisé une infraction aux stipulations du présent arrêté sera passible de poursuites devant les tribunaux français compétents conformément aux lois et textes en vigueur.

ART. 10. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 11. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet, sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

(Mis à jour par les textes modificatifs subséquents).

#### Situation économique du Territoire

##### Commission consultative du ravitaillement

ARRETE N° 343 modifiant la composition de la commission consultative du ravitaillement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction coloniale n° 482/D. N. du 8 avril 1933 sur le ravitaillement général en temps de guerre, modifiée par la circulaire ministérielle n° 1465 du 15 mars 1938;

Vu l'instruction générale du 15 février 1938 sur l'organisation du service des échanges commerciaux;

Vu les instructions locales n°s 342/Mob. du 12 septembre 1938 et 545 Mob. du 6 décembre 1938;

Vu l'arrêté n° 565/D. N. du 27 août 1939 créant dans le territoire du Togo un service annexe du ravitaillement;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifiée comme suit la composition de la commission consultative du ravitaillement prévue par l'instruction locale n° 342/Mob. du 12 septembre 1938 et l'arrêté n° 565/D. N. du 27 août 1939 susvisés :

Le directeur du service des échanges commerciaux	Président
L'inspecteur de l'agriculture,	Vice-Président
Le chef du bureau militaire,	
Le directeur du réseau du chemin de fer,	
Deux représentants de la chambre de commerce, dont un Togolais,	Membres
Deux représentants des consommateurs, dont un Togolais,	
Un membre de l'association des anciens combattants.	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### Déclaration des stocks de denrées — produits et articles dits de première nécessité

ARRETE N° 345 ordonnant la déclaration obligatoire des stocks de matières, objets, produits et denrées de toute nature se trouvant sur le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation pour le temps de guerre;



Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 13 juillet 1940;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tous détenteurs (commerçants ou particuliers) de denrées, produits ou articles dits de première nécessité, dont liste jointe, devront, dans un délai de 48 heures à compter de la date de publication du présent arrêté, faire la déclaration de leurs approvisionnements supérieurs à vingt-cinq kilogrammes pour chacun des articles en cause.

ART. 2. — Les déclarations seront adressées, au chef-lieu, à l'administrateur-maire, et, dans l'intérieur du Territoire, aux chefs de subdivision, et transmises au directeur du service des échanges commerciaux.

ART. 3. — La liste annexée au présent arrêté n'est pas limitative. Elle peut être modifiée par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 4. — Postérieurement aux déclarations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, les détenteurs seront tenus de fournir les mêmes renseignements le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois ou à tout autre moment jugé nécessaire par l'administration locale.

ART. 5. — La vérification matérielle des stocks peut être effectuée par tous officiers de police judiciaire en tous lieux et aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 6. — Les sanctions applicables en cas d'infractions aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### Nomenclature des denrées, produits et articles dits de première nécessité

Farine de froment et succédanée	Beurre en conserve
Pâtes alimentaires	Graisse végétale
Légumes secs	Huiles comestibles
Riz	Vins ordinaires
Sucre	Eaux minérales
Sel	Savons ordinaires
Lait stérilisé	Allumettes chimiques
Lait condensé { complet	Essence
{ écrémé	Pétrole
	Mazout

ARRETE No 346 soumettant à la procédure d'urgence la publication de l'arrêté no 345 du 16 juillet 1940 ordonnant la déclaration obligatoire des stocks de matières, objets, produits et denrées de toute nature se trouvant sur le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté no 345 du 16 juillet 1940 ordonnant la déclaration obligatoire des stocks de matières, objets, produits et denrées de toute nature se trouvant sur le territoire du Togo;

Sur la proposition du chef du bureau des affaires économiques;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté susvisé du 16 juillet 1940 sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

### Amnistie

ARRETE No 348 modifiant l'article 3 de l'arrêté no 682 du 14 décembre 1938 instituant une commission chargée d'examiner les demandes de réintégration formulées par les fonctionnaires et agents révoqués ou licenciés des cadres locaux du Togo par mesure disciplinaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 611 du 2 novembre 1938 promulguant au Togo le décret du 10 septembre 1938 relatif à l'application du décret du 5 décembre 1937 adaptant aux territoires relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion, les dispositions de la loi d'amnistie du 12 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 682 du 14 décembre 1938 rapportant l'arrêté no 356 du 2 juin 1938 instituant une commission chargée d'examiner les demandes de réintégration formulées par les fonctionnaires et agents révoqués ou licenciés des cadres locaux du Togo par mesure disciplinaire;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifiée comme suit la composition de la commission d'amnistie fixée par l'article 3 de l'arrêté no 682 du 14 décembre 1938 susvisé:

#### Président :

M. Roche, administrateur des colonies, chef du bureau des finances, membre du conseil d'administration du Territoire.

#### Membres :

M. Laugier, ingénieur-adjoint des travaux publics, chef du service des travaux publics et des transports, membre du conseil d'administration du Territoire.

Le chef du service de l'intéressé ou son suppléant.  
Deux délégués élus par le personnel et appartenant à la même catégorie de l'agent en cause.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

**DIVERS****Enseignement***Cours complémentaire*

Par décision n° 405 du :

20 juillet 1940. — Le nombre de places mises au concours d'admission au cours complémentaire en 1940 est fixé à 11 (onze).

Est autorisé le passage en 3<sup>e</sup> année du cours complémentaire des élèves de 2<sup>e</sup> année ci-dessous désignés par ordre de mérite :

- 1<sup>o</sup> — Franklin Albert;
- 2<sup>o</sup> — Agbemakpole Remi;
- 3<sup>o</sup> — Mama Fousseni;
- 4<sup>o</sup> — de Medeiros Louise;
- 5<sup>o</sup> — Mensah Logossou;
- 6<sup>o</sup> — Piétri Léontine;
- 7<sup>o</sup> — Adama Godfroy;
- 8<sup>o</sup> — Mensah Moïse;
- 9<sup>o</sup> — Kloussé Emile;
- 10<sup>o</sup> — Geraldo Nassirou;
- 11<sup>o</sup> — Koffi Théodore;
- 12<sup>o</sup> — N'Sougan Agossou;
- 13<sup>o</sup> — Soli Emmanuel.

Est autorisé le passage en 2<sup>e</sup> année du cours complémentaire des élèves de 1<sup>re</sup> année ci-dessous désignés par ordre de mérite :

- 1<sup>o</sup> — Ahadjr Kouadjovie;
- 2<sup>o</sup> — Attisso Afantchao;
- 3<sup>o</sup> — Mawupe Valentin;
- 4<sup>o</sup> — Dadji Emmanuel;
- 5<sup>o</sup> — Kekeh Jean;
- 6<sup>o</sup> — d'Almeida Pierre;
- 7<sup>o</sup> — Awu Koffi;
- 8<sup>o</sup> — Mensah Paul;
- 9<sup>o</sup> — Mensah Berthe;
- 10<sup>o</sup> — d'Almeida Augustin;
- 11<sup>o</sup> — Komlan Kouma;
- 12<sup>o</sup> — Aguiar Barthélémy.

*Cours populaires du soir*

Par décision n° 395 du :

16 juillet 1940. — Les instituteurs et moniteurs dont les noms suivent sont chargés d'assurer le fonctionnement des cours populaires du soir pour l'année scolaire 1940 :

**CERCLE DE LOMÉ***Ecole Marius Moutet :*

- 1<sup>er</sup> degré — M. Amouzougan Abalo, moniteur auxiliaire;
- 2<sup>e</sup> degré — M. Sitti Jean, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Ecole Route d'Anécho :*

- 1<sup>er</sup> degré — M. Kwaku Simon, moniteur auxiliaire;
- 2<sup>e</sup> degré — M. Lawson Pierre, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Ecole d'Amoutivé :*

- 1<sup>er</sup> degré — M. Agbo Jean, moniteur auxiliaire.

*Musique et Solfège :*

M. Amah Moorhouse, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Cours de Rééducation sociale :*

M. Mikem Michel, moniteur auxiliaire;  
M. Eteh Benoît, moniteur auxiliaire.

*Cours aux marins :*

M. Ananou David, instituteur stagiaire.

*Ecole d'Abobo :*

M. Kpadenou Gervais, moniteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Ecole de Gamé :*

M. Adoté Jacob, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

**CERCLE D'ANÉCHO***Ecole d'Adjido :*

1<sup>er</sup> degré — M. Koussougbo François, moniteur auxiliaire.

*Ecole de Zébévi :*

2<sup>e</sup> degré — M. Blivi Jules, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

**CERCLE DU CENTRE***Subdivision d'Atakpamé**Ecole du Centre :*

1<sup>er</sup> degré — M. Tete David, moniteur de 2<sup>e</sup> classe;  
2<sup>e</sup> degré — M. Lawson Georges, moniteur auxil.

*Ecole de Yégué :*

1<sup>er</sup> degré — M. Lawson Benoît, moniteur de 3<sup>e</sup> cl.

*Subdivision de Palimé**Ecole du Centre :*

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés — M. Djeha Comlan, moniteur auxiliaire.

**CERCLE DU NORD***Subdivision de Sokodé**Ecole du Centre :*

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés — M. Aquiteme Téléqui, moniteur auxiliaire.

*Subdivision de Mango**Ecole du Centre :*

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés — M. Ayayi Alphonse, moniteur auxiliaire.

Ces fonctionnaires auront droit à l'indemnité prévue par les textes en vigueur.

La présente décision aura son effet à compter du 16 juillet 1940.

**Interdiction de séjour**

Par arrêté n° 342 du :

13 juillet 1940. — Le séjour dans le territoire du Togo, est interdit pendant 2 ans, durée fixée par le jugement du 17 juillet 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré

de Tsévié, au nommé Moussa Nyanssounou, né à Porto-Novo (Dahomey) vers 1901.

Le séjour dans le territoire du Togo, est interdit pendant 2 ans, durée fixée par le jugement du 7 juillet 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Tsévié, au nommé Bouraima Olabi, né à Porto-Novo (Dahomey) vers 1909.

#### Libération conditionnelle

Par arrêté n° 350 du :

20 juillet 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordée au détenu Teko Kodjo, condamné par jugement du 9 décembre 1939 du tribunal criminel d'Atakpamé, à un an de prison pour tentative de viol.

#### Situation économique du Territoire

##### Commission consultative du ravitaillement

Par décision n° 399 du :

18 juillet 1940. — Sont nommés membres de la commission consultative du ravitaillement :

##### Représentants de la Chambre de Commerce :

M.M. Trosselly, agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain;

Mensah Albert, commerçant.

##### Représentants des consommateurs :

M.M. Maugis, adjoint des services civils;  
Dossou Jean, opérateur principal des travaux publics.

M. Tavéra, membre de l'association des anciens combattants.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1134, déposée le 23 juillet 1940 le receveur des domaines à Lomé; demeurant et domicilié à Lomé, en son bureau, rue Louis Paul Mahoux, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, en partie bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3 hec-

tares 36 ares 91 centiares, situé à Bagbé (km. 34,900 — ligne Palimé) cercle de Lomé, connu sous le nom de Camp Pénal et borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par des terrains vacants et sans maître.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

### NÉCROLOGIE

Monsieur Jean DEGOUL

Madame Pierre GALTIE et Monsieur

Madame Maurice LAUGIER et Monsieur

ont la douleur de vous faire part du décès  
de Monsieur Paul DEGOUL leur père et beau-père  
survenu à Nice le 26 juillet 1940

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

### AVIS

Avis est donné, de la perte du Certificat d'inscription d'une hypothèque prise à la date du 9 Novembre 1938 au profit de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sur le Titre Foncier N° 63 du Cercle de KLOUTO.

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906 sur le Régime de la Propriété Foncière, afin d'obtenir un duplicata du Certificat et donner mainlevée de ladite hypothèque.

Pour première insertion.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

### AVIS

Avis est donné, de la perte du Certificat d'inscription d'une hypothèque prise à la date du 19 Octobre 1938 au profit de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sur le Titre Foncier N° 90 du Cercle d'ANÉCHO.

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 Juillet 1906 sur le Régime de la Propriété Foncière, afin d'obtenir un duplicata du Certificat et donner mainlevée de ladite hypothèque.

Pour première insertion.

BULLETIN  
PLUVIO

Mai 1940

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATITOGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	ANLAMÉ
1	2,8	1,5	0,7	3,2												
2	1,1		23,1	15,8	7,1	16,0	6,7	2,7	8,0	G		20,3	29,9	5,0		
3							0,5	6,3	17,0		27,5	2,0			11,0	1,2
4	G							1,5				21,0				
5																
6									2,9		31,6					
7	8,7		0,8	9,4												
8	15,8	19,5	7,6	13,6	4,5		0,7	6,0	72,8					4,1		
9											42,5					
10					2,1							2,5				
11	3,2		0,7	105,5	32,0		8,0	22,1				3,0	21,4	6,5	24,2	6,5
12	13,2	20,5	6,9	15,2	4,5	1,0		6,9			36,7	64,7		37,6	30,1	18,0
13		5,4			3,7	3,0			4,2			8,3			4,0	4,5
14											52,1			3,4		
15							2,2									
16												18,0		5,0	2,0	
17											37,5					
18																
19			1,9								38,8	9,4	15,0	4,6		
20	49,5	19,2	24,8		5,4	28,0	63,0	50,3	30,3	35,0		23,3	24,3	30,8	24,0	17,4
21	49,2	10,2	1,1	68,3	31,5		3,5			7,0	16,7					
22		1,5		4,2			56,5		5,0							40,0
23	46,9	26,5	36,6	98,8	39,2	31,0		20,5	20,3			10,2	8,0	10,2	6,0	18,1
24	0,3										31,2	5,3	1,0	19,0	3,0	G
25				7,4	6,6	25,6									7,1	
26	0,3		5,5	102,4			7,5		20,4		26,9	16,8	6,5			
27	42,5	10,9	5,3	85,6		11,3	4,5	5,5	10,6	13,0		12,5	8,7	10,3		0,4
28			14,0	99,5	8,5		3,6			15,0	29,2	25,0	43,0	36,2	30,1	31,5
29	115,0	64,2	19,8	108,6	54,9	42,8	58,5	52,5	54,2	17,0		19,0	1,8	3,1	2,0	0,1
30	7,2							22,0			36,7	3,0		9,3		11,8
31				8,5								2,1		7,7		2,0
TOTAL	355,6	179,4	148,8	745,9	200,1	158,7	218,2	196,3	251,2	87,0	397,4	266,4	159,2	192,8	143,5	151,5
Hauteur d'eau, depuis Janv. 1940	520,0	436,9	361,0	1041,0	567,0	356,5	379,6	552,3	431,7	411,0	1088,7	569,9	489,2	624,5	419,5	400,5

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

# MÉTÉOROLOGIQUE

## METRIE <sup>(6)</sup>

Mai 1940

ATAKPAHÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
			8,2		12,4	23,8		36,5			71,3			G	40,0	1
	2,5								23,4	86,2	3,6	65,5	13,6			2
	35,7	67,4	21,4	35,0		12,0	22,0						65,0		25,0	3
					12,2				54,6	6,7	1,7	8,0		G		4
																5
																6
			10,8		3,4							9,8				7
																8
									6,3				14,1			9
								6,0			1,5			18,5	11,0	10
17,8	14,0	20,3	30,2	19,5	5,9	45,8		43,0					21,3		24,0	11
14,2	17,0		10,4		16,2	12,8	28,0		3,7	41,9	6,0			5,0	25,0	12
2,4	20,3		9,5	12,0	19,0									2,5		13
		10,9														14
																15
													20,6			16
													4,1			17
											4,3	11,0				18
			12,6		6,0								5,6	8,0	6,0	19
18,2	33,9	24,2	28,4	19,0	32,0	0,3	6,0	29,0	1,7	51,8	34,5	19,5	18,7		2,0	20
								2,0	5,9							21
						1,6	28,0									22
6,8	16,0	8,7	7,0	13,5	10,2	24,3		40,0		24,4			0,3			23
1,7						2,0						8,2	2,0		29,0	24
								11,0		4,6						25
1,3	17,5	22,3														26
1,8	7,8		23,5		9,3	0,6	8,0		8,3	42,3	3,2	6,3	16,2		6,0	27
44,2	28,1	38,9	17,2	45,0	8,0				3,9				8,6	10,0		28
											7,5		5,1			29
1,9								12,0			9,5		22,8	G	8,0	30
4,1	13,0			19,5				1,0		13,4		5,5		12,0		31
114,4	285,8	192,7	179,2	163,5	134,6	123,2	92,0	180,5	107,8	271,3	143,1	133,8	218,0	56,0	176,0	TOTAL
342,4	403,5	347,4	517,0	488,6	443,1	253,5	290,0	322,7	195,8	470,3	272,1	333,9	331,9	139,7	285,5	Hauteur d'eau depuis le 1er mai 1940

Climatologie <sup>(1)</sup>

MAI 1940

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	09,3	28,5	83	92,3	30,0	73	71,3	29,4	68	82	26,8	70	64,2	28,8	78	22,8	26,3	67	62,8	29,9	56	95,7	32,5	55
2	08,7	27,9	84	92,2	29,3	89	71,0	28,2	71	83,6	26,7	84	63,7	26,2	78	23,8	28,7	67	63,8	29,9	79	94,3	28,4	60
3	09,4	28,3	80	93,9	30,3	78	71,4	29,7	66	83,8	27,5	85	64,9	29,0	79	23,0	29,3	76	63,3	28,1	60	95,8	31,2	64
4	10,3	28,4	80	93,1	28,7	80	72,7	26,9	76	83,5	27,2	84	65,1	28,7	83	24,1	22,4	72	63,7	26,4	63	97,0	27,5	70
5	09,7	28,0	79	92,9	28,9	80	72,3	27,8	69	83,8	27,2	88	64,3	26,9	73	23,1	25,3	60	61,5	28,0	47	94,7	31,4	32
6	09,1	30,1	79	93,9	30,7	76		30,1	63	83,4	27,7	84	64,7	27,7	79	22,8	25,6	68	61,5	28,2	62	94,4	31,9	59
7	09,7	28,4	88	92,6	29,7	84	71,7	29,8	64	83,3	27,9	78	64,2	28,7	78	22,7	26,0	74	61,0	29,3	69	94,4	32,0	61
8	09,7	28,8	83	93,0	29,1	83	71,9	29,9	62	82,1	27,4	84	64,8	28,3	76	22,8	25,7	71	60,9	28,6	62	92,7	32,1	61
9	09,8	26,7	84	92,8	30,5	69	72,2	29,0	56	83,3	28,9	75	64,3	28,4	68	23,1	25,6	62	60,6	28,6	55	94,4	31,9	62
10	09,4	28,4	82	92,6	29,4	77	72,2	29,3	65	83,4	27,2	83	64,2	29,5	65	23,1	26,5	58	60,3	29,3	45	94,7	28,7	70
11	09,4	28,5	82	92,3	30,3	73	72,1	30,4	60	83,7	27,6	72	64,0	30,4	73	23,6	23,8	73	61,5	29,8	59	94,7	31,4	65
12	09,9	27,4	82	92,6	27,5	84	72,1	27,7	78	84,1	26,8	87	65,3	24,9	85	23,2	22,0	68	61,3	28,0	61	94,6	28,7	63
13	09,9	26,2	84	92,7	27,5	81	72,3	27,0	78	86,1	26,6	85	64,1	27,1	82	23,6	24,8	68	61,5	29,0	50	94,7	29,6	63
14	10,3	26,9	85	93,1	26,7	83	72,6	26,4	71	87,5	26,4		63,7	26,8	74	23,9	25,3	71	61,7	28,7	52	93,5	30,8	56
15	09,8	27,7	77	93,1	29,3	72	72,2	28,2	66	87,6	26,9	85	63,9	27,9	73	24,3	25,7	68	61,7	29,1	58	93,1	31,4	59
16	08,9	28,2	83	92,4	30,4	79	71,3	28,7	60	86,9	26,9	81	61,9	28,2	78	22,6	26,3	68	60,3	30,4	58	94,6	32,6	56
17	08,5	28,3	82	98,0	30,3	74	70,8	29,4	62	88,9	27,2	83	60,6	28,7	71	23,2	26,9	63	59,8	30,5	53	93,4	33,5	57
18	07,5	28,3	84	90,7	29,8	85	70,1	29,5	67	85,5	27,4	82	60,1	28,8	71	21,1	26,4	68	58,3	30,2	69	91,9	32,9	61
19	07,7	28,3	84	91,4	29,4	90	70,5	29,7	62	87,0	28,1	88	61,0	28,9	77	22,4	25,9	78	59,6	27,4	72	92,0	29,2	80
20	09,3	28,2	79	92,1	29,6	78	70,9	29,4	70	86,7	27,2	88	61,5		54	23,1	26,5	67	60,6	28,8	75	93,9		67
21	09,6	23,4	85	92,5	26,7	81	71,9	27,8	84	84,1	24,8	88	63,1	27,6	70	22,8	24,4	60	60,5	26,7	69	93,0	29,0	67
22	09,9	26,9	89	93,1	26,4	82	70,3	26,9	76	83,9	26,0	89	63,5	28,5	80	22,5	25,0	76	61,3	28,5	64	94,2	29,7	68
23	09,7	23,7	94	93,3	22,8	95	70,2	22,7	89	88,3	22,5	100	63,8	24,0	87	22,3	20,5	83	61,7	23,4	82	93,1	29,0	77
24	09,3	28,8	84	92,6	26,5	82	70,7	25,8	78	88,1	24,9	88	63,8	25,7	78	22,9	22,3	79	61,4	24,8	88	93,7	27,7	69
25	10,5	27,8	84	94,1	28,6		70,9	28,0	77	89,3	26,6	86	64,6	26,9	78	24,4	23,4	80	62,3	26,2	66	93,0	28,8	61
26	10,6	27,8	83	93,4	29,2		71,0	28,4	76	88,8	25,4	83	64,9	28,4	74	23,1	24,1	73	62,5	27,7	62	95,4	30,6	54
27	10,6	24,0	92	94,2	23,5	80	71,9	24,2	85	89,3	24,9	89	63,9	28,0		23,6	24,0	72	62,1	27,8	62	94,9	31,6	
28	10,5	25,3	86	94,6	27,9	87	71,8	28,0	78	89,4	26,2	87	63,5			23,9	24,1	72	61,5	27,0	60	95,1	30,0	
29	11,4	23,2	94	95,1	22,5	98	72,3	23,3	96	90,1	22,5	100	64,3			24,1	23,3	79	62,2	27,1	60	94,9	27,3	
30	11,0	26,1	86	94,4	27,6	86	72,3	26,1	78	89,8	25,0	89	64,5	26,9	81	24,4	24,6	74	62,9	27,3	58	93,9	29,6	
31	10,5	27,1	79	94,2	28,8	85	71,1	27,8	80	90,1	29,9	88	63,3	27,8	76	24,4	23,9	84	62,9	27,4	79	93,3	30,3	
Moy	09,7	27,2	84	92,9	28,3	82	71,5	27,9	72	86,3	26,3	88	63,7	27,0	76	23,3	24,7	71	61,5	27,9	63	94,5	30,3	62

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %